

2020

ANALYSE N°9

SUSCITER UN ENGAGEMENT CITOYEN RÉFLÉCHI À L'UNIVERSITÉ : L'APPORT DE LA COLLABORATION AVEC LE MONDE ASSOCIATIF

Natalie Rigaux

Professeure à l'UNamur, ancienne directrice de la FUCID



À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

FUCID ASBL

Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
Tél : +32 (0)81 72 50 88
Fax : +32 (0)81 72 50 90
fucid@unamur.be · www.fucid.be



Avec le soutien de la
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

SUSCITER UN ENGAGEMENT CITOYEN RÉFLÉCHI À L'UNIVERSITÉ : L'APPORT DE LA COLLABORATION AVEC LE MONDE ASSOCIATIF

Natalie Rigaux

Professeure à l'UNamur, ancienne directrice de la FUCID

Le contexte : Pour la première fois en 2019-2020, les étudiant-e-s¹ de l'UNamur (Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion) ont eu l'occasion de choisir entre le cours de sciences religieuses et l'activité d'engagement citoyen (EC), leur proposant de s'engager comme volontaire dans un projet associatif visant des objectifs de justice sociale/environnementale ou dans une entreprise d'économie sociale et solidaire. L'accompagnement des étudiant-e-s faisant le choix de l'EC a été le fruit d'une collaboration entre une académique responsable de l'activité, N. Rigaux (auteure de cette analyse) et deux chargé-e-s de projets à la FUCID, ONG de l'université reconnue comme organisation d'éducation permanente.

Les deux questions traitées

L'objet de cette analyse est double. Il s'agit d'une part d'évaluer l'apport pour les étudiant-e-s de cette expérience d'ouverture au monde associatif par leur engagement et son encadrement : quelles réalités ont-il-elle-s découvertes, quelle capacité d'analyse critique ont-il-elle-s pu faire de celles-ci mais aussi de leur propre positionnement d'étudiant-e et de citoyen-ne ? D'autre part, on s'interrogera sur ce que cet encadrement associant une académique et une organisation d'éducation permanente a pu apporter de neuf et de transposable pour les dispositifs de formation à la citoyenneté à l'université.

Présentation succincte de l'activité d'EC et sources de l'analyse

Quelques éléments d'informations complémentaires seront utiles avant d'entrer dans le vif du sujet, qui permettront aussi de préciser comment cette analyse a été réalisée.

Le dispositif de cette activité est le suivant² :

« L'EC propose aux étudiant-e-s de :

1. faire l'expérience de participer à un projet associatif poursuivant des objectifs sociaux (justice sociale, migration, environnement,...) avec des populations différentes de celles côtoyées au quotidien ou au projet d'une entreprise insérée dans l'économie sociale et solidaire (minimum 40h d'engagement)

1. L'engagement citoyen se situe en 3^{ème} année et est suivi par des étudiant-e-s étant soit en 3^{ème}, soit entre les 2^{èmes} et 3^{èmes} bac.

2. Tel que décrit dans le document de présentation transmis aux étudiants et à la Faculté.

2. en vue de réfléchir à son itinéraire personnel, académique et citoyen. Cette réflexion prendra la forme d'un « journal des évènements marquants » (5 à 10 pages), qui, au départ du récit de deux ou trois évènements ayant marqué l'étudiant-e en suscitant des émotions positives ou négatives, en proposera une analyse les situant entre autres par rapport à des éléments appris pendant leur cursus universitaire.

L'expérience visée ici ne consiste pas à proposer une « expertise » (fut-elle en devenir) comme c'est le cas pour les stages, l'immersion ou le mémoire qui interviendront plus tard dans le cursus de l'étudiant-e. Il s'agit de découvrir des populations fragilisées et/ou des enjeux sociétaux par un service situé au niveau des activités de base de l'association ou de l'entreprise sociale, découverte susceptible d'ouvrir de nouveaux horizons pour la suite du cursus de l'étudiant-e.

Cette expérience ne prendra sens pour l'étudiant-e que dans la mesure où elle est réfléchie, ce qui lui permettra de faire le point à mi-parcours de son cursus sur son identité personnelle, citoyenne et sur sa formation académique.

Pour ce faire, différents moyens pédagogiques seront utilisés : un rapport prenant la forme d'un journal d'évènements marquants sera évalué, dont la rédaction sera accompagnée par trois temps de réflexion collective avec l'ensemble du groupe et un temps de suivi individuel. »

L'analyse qui suit est basée essentiellement sur le « journal des évènements marquants » remis par les 42 étudiant-e-s ayant fait le choix de l'engagement citoyen (contre 140 pour sciences religieuses), ainsi que sur mes échanges avec les chargé-e-s de projets de la FUCID.

APPORT POUR LES ÉTUDIANT-E-S

Les découvertes et leurs limites

Pour mieux situer les découvertes faites par les étudiant-e-s, il faut d'abord en dire un peu plus sur les associations (essentiellement) et les entreprises (pour deux étudiant-e-s seulement) vers lesquelles il-elle-s se sont orienté-e-s. Une séance leur a été proposée en tout début d'année pour les aider à ouvrir leurs horizons quant aux possibilités d'engagement : une petite moitié d'entre eux-elles y a participé. Dans la mesure où des exemples y ont été donnés, mais pas de liste d'associations ou d'entreprises, ni de rencontre avec certaines d'entre elles, on peut considérer que les choix faits par les étudiant-e-s relèvent pour l'essentiel de leur connaissance du milieu associatif et de l'économie sociale et solidaire. En l'occurrence, plusieurs

en ont témoigné en cours d'année et en fin de processus, cette connaissance s'est révélée être très limitée, ce que peu d'entre eux-elles ont pris le temps de combler pour faire leur choix. Sans doute est-ce en partie pour cette raison qu'il-elle-s se sont tourné-e-s, très peu, on l'a dit, vers des entreprises de l'économie sociale et solidaire, un secteur qui leur est quasiment inconnu³, et pour la plupart vers de grosses associations, bien connues du grand public (la Croix-Rouge, Oxfam-magasins du monde (6 étudiant-e-s), les Restos du cœur) ou vers de petites structures locales offrant des colis de nourriture ou des services (accueil de jour, abris de nuit) aux populations pauvres ou précaires dans une logique caritative. Les secteurs concernés par leur engagement en ont été limités : 14 étudiant-e-s se sont engagés dans la problématique de la pauvreté et 9 dans celle de la migration (essentiellement via les centres d'accueil de la Croix-Rouge), contre 3 seulement au niveau de la problématique environnementale, le reste des étudiants se répartissant dans divers secteurs (5 vers la santé et le handicap, 2 l'initiation à l'informatique auprès d'enfants, 1 l'insertion par la formation, 1 l'animation culturelle). Seulement deux étudiantes ont valorisé un engagement qu'elles avaient avant la proposition de l'Université. Dans la mesure où il est vraisemblable que les étudiant-e-s ayant un engagement social/environnemental avaient tout intérêt à le valoriser par cette activité, on peut considérer que le nombre des étudiant-e-s de l'UNamur en 3^{ème} année de la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion à développer ce type d'engagement (en comparaison à celui dans les mouvements de jeunesse) est très faible. Ce constat rend d'autant plus pertinente la proposition de la Faculté et explique aussi la difficulté de recul réflexif de cette première expérience pour un certain nombre d'étudiant-e-s.

On va rassembler ci-dessous les découvertes dont témoignent le plus souvent les étudiant-e-s en les regroupant sous le thème de la pauvreté, de la migration et des organisations associatives.

La pauvreté

Quatorze étudiant-e-s ont fait le choix d'associations qui, dans leur majorité, offrent de l'aide alimentaire (sous forme de repas et/ou de colis), un lieu chauffé pour le jour ou la nuit et la présence de bénévoles, parfois supervisé-e-s par des professionnel-le-s. Ce cadre explique en partie que les étudiant-e-s vont avoir souvent plus de contacts avec les bénévoles ou les permanent-e-s de l'association qu'avec les bénéficiaires (lorsqu'il s'agit seulement de distribuer un repas ou un colis). Les événements ayant marqué les étudiant-e-s vont régulièrement sembler confirmer un certain nombre de clichés concernant les populations défavorisées, apparaissant dès lors dans les récits comme des « mauvais pauvres » : problèmes d'addiction, agressivité voire violence, sans reconnaissance à l'égard de « tout ce que les bénévoles font pour eux », ne voulant pas « s'en sortir », pas contents de ce qu'on leur donne,... Quand le contact se fait plus proche, permettant le récit par certains bénéficiaires de leur histoire, survient aussi la découverte : « je ne pensais pas que c'était possible, une vie si dure »,

³. Pour remédier à cette situation, un étudiant jobiste (dans le cadre d'un appel à projet financé par SOWALFIN) a pu être engagé pour travailler pendant l'été sur un répertoire des entreprises de ce secteur en Région wallonne, qui sera proposé avec une introduction par un-e de ses membres dès la rentrée aux étudiant-e-s qui sont intéressé-e-s.

« j'avais vu des histoires comme cela dans les médias mais, face à la personne, c'est tout autre chose ». L'empathie est accrue, pour plusieurs étudiant-e-s par l'identification possible avec soi – « un jeune comme moi », « elle avait fait Solvay » ou avec des proches – « elle ressemblait à ma grand-mère », « il avait l'âge de mon père ». Ce qui mène à plusieurs reprises à la fausse évidence : « ça peut arriver à tout le monde ».

Demandeurs d'asile

Le cadre de la découverte est ici différents centres d'hébergement de la Croix-Rouge, au sein desquels les étudiant-e-s ont aidé dans les écoles de devoirs, les cours de français ou la ludothèque. Ce qui est relaté des populations rencontrées a une tonalité très différente de ce que l'on vient de relater : les étudiant-e-s sont ici généralement très touché-e-s par les itinéraires de celles et ceux qu'il-elle-s découvrent, par leur courage, leur solidarité,... La rencontre est d'autant plus facile pour les quelques étudiantes issues de la migration parlant arabe et disant partager une certaine proximité culturelle avec les personnes rencontrées. Elle prend pour elles aussi un autre sens, se rapportant à l'histoire de leur propre famille.

Organisations associatives

Vu la quasi inexistence d'un engagement antérieur, les étudiant-e-s découvrent l'ampleur des réponses apportées par le secteur associatif en ce qui concerne les différentes problématiques abordées et en sont globalement plutôt admiratif-ve-s. Il-elle-s observent aussi avec étonnement le fonctionnement d'un certain nombre de lieux : d'ancien-ne-s bénéficiaires deviennent eux-mêmes bénévoles (par ex. aux Restos du cœur), les personnes engagées sous l'article 60⁴ constituent parfois une part essentielle des travailleur-euse-s, d'autres participant-e-s sont là dans le cadre de peines de substitution. Dans les deux cas, c'est par l'entremise de ces personnes avec lesquelles il-elle-s collaborent que les étudiant-e-s se rapprochent un peu davantage de milieux sociaux plus précaires. Il-elle-s constatent, et les autres bénévoles le leur font remarquer, que rares sont les jeunes qui s'engagent dans le secteur social, en tout cas dans les lieux qu'il-elle-s ont majoritairement choisis. Ce sont donc essentiellement des adultes, voire des adultes pensionné-e-s (typiquement, dans les magasins Oxfam) qu'il-elle-s vont côtoyer, souvent avec plaisir après un temps de recul.

Les étudiant-e-s constatent aussi les dysfonctionnements des associations : l'information y circule mal (il est arrivé à plusieurs reprises qu'il-elle-s arrivent le premier jour sans que les bénévoles n'aient été prévenu-e-s de leur venue), le travail n'est pas nécessairement bien réparti, entre les moments de *rush* et d'inactivité et au sein de la main-d'œuvre disponible, la hiérarchie est peu au fait de ce qui se passe sur le terrain, ... Il-elle-s sont plus critiques à l'égard du fonctionnement interne des organisations où il-elle-s se sont engagé-e-s que des projets de celles-ci à l'égard des populations bénéficiaires, on y reviendra.

4. Contrat de travail financé par le CPAS par lequel une personne bénéficiant du Revenu d'Intégration Sociale bénéficie d'une expérience professionnelle au terme de laquelle elle aura droit aux allocations de chômage.

Une capacité d'analyse critique ?

Observons d'abord que, pour qu'un recul critique soit possible, encore faut-il que l'observation à analyser soit elle-même suffisamment fine ou pertinente. De ce point de vue, on peut se réjouir à la fois de ce que l'outil pédagogique qu'est le récit d'un événement marquant, mais aussi l'usage qu'en ont fait les étudiant-e-s se sont révélés tout à fait concluants : tout-e-s les étudiant-e-s ont au minimum proposé un événement pouvant nourrir une réflexion utile, la plupart n'ont rapporté que des événements de nature à faire réfléchir. Une des séances collectives consacrée au travail sur ces récits y a contribué.

La prise de recul suite au récit s'est révélée souvent plus difficile.

En ce qui concerne en particulier la vision des *populations en situation de pauvreté*, la capacité d'auto-analyse n'a pas été suffisante pour un certain nombre d'étudiant-e-s, qui n'ont pas toujours reçu l'aide adéquate sur leur lieu d'engagement pour ce faire, certain-e-s des bénévoles ou des travailleur-euse-es du lieu renforçant même parfois leur point de vue stigmatisant. D'autres, par contre, ont bénéficié d'échanges sur place qui les ont éclairé-e-s : par exemple, sur les causes de l'addiction, des scènes de violence observées,... Les échanges entre étudiant-e-s qu'il-elle-s rapportent dans leur écrit ont pu eux aussi avoir les deux effets : renforcer leur point de vue sans favoriser la prise de recul (« les autres étudiants ont vu comme moi que les personnes étaient peu reconnaissantes vis-à-vis de tout ce que les bénévoles font pour elles ») ou les amener à le repenser (« on s'est rendues compte en discutant entre nous qu'on avait toutes jugé, qu'on pensait que l'on accordait pas d'importance à la classe sociale mais qu'en fait, ça faisait partie de nous »). Les échanges lors des deux rencontres collectives et du rendez-vous individuel ont également nourri la prise de recul sur ce sujet.

Prendre en compte les *causes structurelles de la pauvreté* a été rare pour les étudiant-e-s concerné-e-s par la thématique, chez lesquel-le-s est souvent utilisé le terme de « chance » pour évoquer leur propre position (du genre : « je me suis rendu compte de la chance que j'avais d'avoir pu faire des études, de vivre dans une belle maison, d'avoir une voiture,... »).

Resituer le projet associatif *dans le contexte des politiques publiques* a été une autre difficulté récurrente des étudiant-e-s (bien que cela était explicitement demandé et rappelé lors des rencontres individuelles), comme si happé-e-s par le lieu de l'engagement, il-elle-es ne parvenaient plus à en discuter le projet, sa pertinence et sa portée dans un contexte plus large (ex. : distribuer des colis considéré comme une façon de lutter contre la pauvreté et non comme un palliatif). Cela a été moins vrai pour les étudiant-e-s ayant travaillé auprès des demandeur-euse-s d'asile, voyant plus vite comment la politique d'asile, mais aussi la politique d'accueil (entre autres dans les écoles) devaient être prises en compte pour comprendre certains des événements rapportés. Sans doute l'importance des politiques publiques est-elle

plus immédiatement perceptible que dans les autres secteurs, la question étant davantage politisée dans l'opinion publique.

Observons enfin que l'observation et l'analyse des inégalités genrées ont été très peu présentes : deux étudiantes (!) seulement ont rapporté un fait et tenté d'en faire l'analyse en intégrant cette dimension. Dans les deux cas, il s'agissait d'un contexte interculturel, où tant le point de vue des Belges que celui des populations (d'origine) étrangères étaient questionnés.

Terminons cette partie en relevant comment le *cursus* a pu être mobilisé par les étudiant-e-s pour soutenir leur analyse et le regard critique qu'il-elle-s ont pu y porter. De façon récurrente, les étudiant-e-s observent que cette expérience est pour eux-elles la première au sein de l'université où il-elle-s ont l'occasion d'être confrontés à ce qu'il-elle-s appellent volontiers « la pratique » qu'il-elle-s opposent à la « théorie » enseignée. Dès lors, même si certains cours, on va le voir, les aident à prendre du recul par rapport aux expériences vécues, il-elle-s constatent que découvrir le monde par la pratique le fait voir tout autrement. Il-elle-s sont nombreux-ses dès lors à regretter que cette occasion soit si tardive. Les cours cités comme les ayant aidés sont, concernant les dysfonctionnements organisationnels, « théorie des organisations » et « management », tout en regrettant n'avoir rien vu qui soit propre au fonctionnement du monde associatif/non marchand. Les autres cours cités sont les cours de sciences humaines (sociologie, psychologie, parfois philosophie) pour rendre compte de leurs interactions avec des publics différents, en particulier précaires. Les étudiant-e-s en science politique et communication font davantage référence à leur cursus comme leur permettant d'analyser l'expérience vécue. Les étudiant-e-s en économie et gestion ayant travaillé dans le secteur de la pauvreté regrettent que la question de la pauvreté n'a été vue que dans le contexte des pays du Sud (via l'économie du développement), sans que la question de la pauvreté dans les pays occidentaux ne soit traitée. Une des étudiantes ayant travaillé autour d'enjeux environnementaux regrette que rien ne leur ait été transmis à propos des monnaies complémentaires, ou de modes de gestion alternatifs (dont elle a découvert l'existence sur son lieu d'engagement). Gageons que la réforme, qui met en lumière les enjeux de la transition écologique, rééquilibrera les choses à cet égard.

Si les étudiant-e-s observent sans peine ce que leur formation (ne) leur a (pas) apporté qui soit utile dans le contexte de leur engagement, leurs avis sont partagés quant à la question de savoir si ce cursus devrait à l'avenir être réaménagé pour tenir compte des failles observées. Certain-e-s, plus en ingénieur que dans les autres orientations, considèrent qu'un cursus en économie et en gestion n'a pas à leur apporter une formation plus spécifique aux questions d'injustice ou au secteur non marchand.

Premier bilan et perspectives futures

Malgré les limites mises en évidence – dont l’entretien de certains clichés en matière de pauvreté ou la difficulté de contextualiser le projet dans un fonctionnement social et politique structurel – les étudiant·e·s ont indéniablement beaucoup appris de cette immersion dans le monde associatif visant des objectifs de justice sociale et environnementale (rarement dans les entreprises de l’économie sociale et solidaire) et il·elle·s s’en disent très satisfait·e·s dans l’évaluation complétée par 28 d’entre eux·elles.

Leur capacité réflexive pourrait être améliorée, par le dispositif d’EC lui-même mais aussi en intégrant de nouvelles thématiques dans le cursus. Concernant l’activité d’EC, prévoir un temps d’information des étudiant·e·s, en particulier à propos de l’économie sociale et solidaire, avec une insistance sur les objectifs environnementaux ou, à réfléchir, l’un ou l’autre séminaire de réflexion sur des thématiques rassemblant une part importante d’étudiant·e·s et les mettant à mal (comme cette année, la pauvreté) pourraient être des pistes porteuses⁵. Celles-ci seraient à coordonner avec les aménagements du cursus lui-même, qui pourraient davantage cultiver l’intérêt et les connaissances des étudiant·e·s pour les enjeux de justice sociale et environnementale et les formes d’organisations en partie spécifiques qui permettent leur poursuite.

Dans la dernière partie de leur rapport, les étudiant·e·s devaient expliciter ce que l’expérience vécue avait ou non changé dans leur façon d’envisager leur cursus, leur insertion professionnelle mais aussi citoyenne future. Sans qu’aucun·e d’entre eux·elles n’en fassent un « chemin de Damas », l’expérience d’un engagement citoyen a le plus souvent été présentée comme confirmant leur orientation d’étude, parfois en affinant les choix d’options ultérieures (vers plus de pratique ou plus de questions de justice). Certain·e·s ont aussi déclaré vouloir poursuivre l’engagement initié cette année. Dans la logique de la faiblesse de leur analyse structurelle des phénomènes observés, beaucoup se sont exprimés en terme moral, disant par exemple vouloir exercer leur métier à l’avenir de façon « plus humaine ».

APPORT D’UNE COLLABORATION ENTRE L’UNIVERSITÉ ET UNE ORGANISATION D’ÉDUCATION PERMANENTE

Les trois séances collectives associées de façon obligatoire au dispositif ont été conçues, animées et évaluées par deux chargé·e·s de projets de la FUCID et moi-même. L’intérêt de cette collaboration peut être déplié à trois niveaux. Les chargé·e·s de projets de la FUCID, soucieux·ses de faire bénéficier les étudiant·e·s du croisement des savoirs académiques et de

5. Le fait que la dernière rencontre collective, où les étudiant·e·s auraient pu confronter leur expérience et son analyse à la fois avec des membres de la Faculté et du monde associatif issus des secteurs principalement choisis par les étudiant·e·s, ait dû être annulée dans le contexte de la crise sanitaire a réduit cette année les occasions de confrontation formative.

ceux issus des acteur·trice·s de terrain ont pu apporter cet éclairage et le traduire en proposant la dernière séance dont c'était spécifiquement l'objet (cfr note 5). Il·elle·s ont aussi l'expérience d'outils pédagogiques différents de ceux utilisés à l'université, dans lesquels la participation et l'auto-positionnement des étudiant·e·s sont centrales⁶, en prenant en compte leur raison et leurs émotions. Leur souci de situer les séances en dehors des locaux de la Faculté, en étant attentif·ve·s à créer des moments conviviaux, a été apprécié des étudiant·e·s qui ont dit (dans l'évaluation) y avoir été heureux de travailler dans une autre atmosphère. Que la réflexion et l'apprentissage liés à l'engagement passent par cette collaboration donnent une cohérence au projet, qui fait du monde associatif pas un seulement un terrain de pratique, mais un partenaire de la formation.

6. La première séance collective a ainsi été spécifiquement centrée sur des exercices proposant aux étudiant·e·s de prendre conscience des différentes facettes de leur identité, en anticipant comment elles allaient être sollicitées par leur volontariat.